

« La méconnaissance recule tout doucement » : à l'Assemblée nationale, la lente conversion des députés

Célestine Gentilhomme

Attablé dans un restaurant de la capitale, Aurélien Lopez-Liguori dégage sa panoplie de gadgets. Ici, au dos de son téléphone, un petit enregistreur qui peut retranscrire les appels et conversations du député RN dans n'importe quelle langue. Là, une carte de visite connectée qui transmet directement son contact et ses réseaux sociaux. « Certains de mes collègues sont bluffés », sourit le trentenaire, un peu « geek sur les bords ».

Depuis ses premiers pas à l'Assemblée nationale, l'intelligence artificielle l'épaule au quotidien dans sa communication, ses prises de notes et même la rédaction de certains textes. « C'est comme si j'avais un assistant parlementaire en plus. Ça fait de moi un élu plus efficace », raconte celui qui préside depuis bientôt trois ans le groupe d'études sur la souveraineté numérique.

Comme lui, plusieurs élus tentent d'apprivoiser ces nouveaux outils, qui pourraient révolutionner le travail parlementaire. Jusque-là réservé aux plus technophiles, le robot conversationnel ChatGPT s'est invité dans de nombreux bureaux. En un clic et quelques consignes, le logiciel américain peut résumer des centaines de pages, peaufiner des discours ou de simples courriers. « On réussit à sortir en deux heures ce qu'on aurait fait en dix heures », note Alexandre Sabatou, député RN. Au point qu'il lui arrive souvent de « discuter » avec cet assistant virtuel. « Ça aide à combler le syndrome de la page blanche », reconnaît-il.

Sur les bancs Insoumis, Antoine Léaument s'est même amusé à lui demander de rédiger un amendement

sur la base du programme mélenchoniste. « Le résultat était pas mal du tout. Je suis sûr que beaucoup de députés le font », parie l'ancien « Monsieur Numérique » de Jean-Luc Mélenchon. Rares sont pourtant ceux qui admettent y recourir, tant un tabou entoure encore l'intelligence artificielle. « Il y a une question de fierté. Beaucoup craignent ce qu'on penserait d'eux s'ils avouaient utiliser ChatGPT », observe un élu de droite. Il y a aussi la peur d'être remplacé par ces technologies toujours plus puissantes.

« Il y a une question de fierté. Beaucoup craignent ce qu'on penserait d'eux s'ils avouaient utiliser ChatGPT »

Un élu de droite

Derrière ces utilisateurs décomplexés ou cachés, certains se sentent à l'inverse largués au milieu de toutes ces nouvelles potentialités. « Mes collaborateurs ont tenté de m'expliquer. Mais tout va si vite... », souffle un centriste, qui confie être « à la ramasse ». À l'occasion du sommet de l'IA, qui se tient cette semaine à Paris, le macroniste Paul Midy a convié mardi soir ses collègues autour de tables rondes au Palais Bourbon. L'ancien entrepreneur de la tech doit notamment leur montrer comment un simple outil peut écrire « par la pensée » un amendement. « Ce sera une première mondiale », s'enthousiasme-t-il. Un moyen surtout de sensibiliser ceux qui peinent à en saisir les enjeux.

« Une partie de la classe politique ne comprend pas de quoi on est en train de parler, ni les bouleversements qui en découlent », regrette le député Insou-

mis Rodrigo Arenas. Y compris sur la désinformation et les deepfakes - vidéos truquées générées par l'IA - qui pullulent sur les réseaux sociaux. « Quand on n'y comprend rien, on tombe plus facilement dans le panneau », concède un macroniste.

Pour combler les lacunes, certains plaident alors pour mettre en place des formations à l'Assemblée, comme il en existe par exemple sur les questions budgétaires. « La méconnaissance recule tout doucement. Les politiques se forment peu sur ces questions, alors qu'ils les subissent beaucoup », remarque le socialiste Hervé Saulignac. Dans les rangs nationalistes, on réfléchit ainsi à organiser des modules pour préparer leurs élus au « défi du siècle ». Idem dans le « socle commun », où Paul Midy avait déjà proposé de former tous les députés avant que la dissolution ne renvoie le projet à plus tard. « Mieux le parlementaire sera formé à l'intelligence artificielle, mieux il saura prendre les bonnes décisions », résume Marietta Karamanli, députée PS.

D'autant que les dossiers technologiques ne passionnent pas toujours les élus. « C'est souvent très éloigné de la vie du député », reconnaît Aurélien Lopez-Liguori, dont le groupe d'études sur la souveraineté numérique a tout de même attiré de nouveaux membres à la rentrée. Il faut dire que l'Hémicycle compte peu de profils scientifiques, susceptibles de placer l'IA en haut de l'agenda politique. « Ça fait partie des biais de la représentation nationale. On pâtit parfois du manque d'ingénieurs ou de personnes de filières techniques », souligne Paul Midy. Un de ses collègues technophiles persifle, moins indulgent : « Je comprends que ceux qui ont arrêté les maths et la physique chimie au lycée ne s'y intéressent plus... » ■

Les états-majors militaires dans la boucle de l'intelligence artificielle

Nicolas Barotte

De nouveaux objets sont apparus au sein du groupe aéronaval. Trois « data hubs » embarqués à bord du porte-avions *Charles de Gaulle* et deux bâtiments qui l'escortent actuellement, une frégate de lutte anti-sous-marin et une frégate de défense aérienne, collectent des données amassées par les multiples senseurs qui équipent les navires. Le groupe aéronaval garde en permanence tous azimuts l'environnement qui l'entoure fournissant un flux ininterrompu d'informations qui convergent vers ces systèmes de stockage. « Il fallait arrêter l'évaporation des données. Jusqu'à présent, les opérateurs étaient en mesure de voir beaucoup de choses au moment présent mais ils avaient des difficultés à retracer des comportements observés plusieurs jours auparavant », explique à bord du *Charles de Gaulle* le chef des opérations Richard.

Les data hubs (DHE), installés par les experts de l'Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense (Amiad), sont en cours d'expérimentation. Dans les prochaines semaines, une équipe embarquera de nouveau pour exploiter les « applications » qui auront pu être générées. À bord, une IA générative - baptisée « ColbertGPT » - sert déjà à écrire des lignes de code au fur et à mesure des besoins. « L'objectif est d'avoir un avantage informatif opérationnel », ajoute le commandant Laurent, en charge de ces DHE. Grâce aux futures applications, le commandement du GAN pourra s'en servir pour détecter des mouvements suspects dans le flux du trafic maritime, planifier des opérations, anticiper des décisions... « Ce sont des choses qu'on faisait avant, mais qu'on pourra faire mieux, de façon plus rigoureuse et avec une précision accrue », poursuit l'officier.

Les armées expérimentent à tout va les nouveaux usages de l'intelligence artificielle. La technologie s'est immiscée dans toutes les facettes des opérations militaires : de leur conduite sur le



JEROME GUEGAN/MARINE NATION

Grâce aux outils d'intelligence artificielle, les systèmes de détection (ici, un détecteur anti sous-marins) se modernisent.

champ de bataille jusqu'à leur planification, voire l'entraînement des généraux. L'enjeu est majeur : ne pas être relégué dans la course de l'IA de défense. Celle-ci s'accélère entre les grandes puissances militaires. « La qualité déci-

« Face à un adversaire de force symétrique, la vitesse de planification (des opérations) sera un facteur déterminant pour prendre l'avantage »

Loïc Mougeolle
Fondateur de Command AI

tionner la maîtrise du champ de bataille. Prevail, l'algorithme développé par Command AI, mêle un ChatGPT militaire capable de lire et comprendre un ordre de mission et un outil de « wargaming ». Il permet d'extraire les tâches à mener pour remplir une mission, de les compléter avec des éléments de doctrine pour approfondir la réflexion et de tester leurs effets potentiels dans l'espace et le temps.

Ce qui prendrait des heures à des officiers pourrait être résumé en quelques minutes. Command AI promet de pouvoir « diviser par quatre le temps de planification d'une opération au niveau brigade » et de « diviser par trois la taille d'un état-major », assure Loïc Mougeolle. Au printemps prochain, l'entreprise participera à un exercice en Allemagne opposant une brigade ténoin à une autre équipée de son logiciel. En France, le déploiement de Prevail, l'algorithme de Command AI, est prévu cette année comme support à la planification. Pour tenir ses promesses, l'algorithme devra montrer ses performances et obtenir la confiance des généraux. Puis l'horizon pourrait s'élargir en imaginant un outil qui permettrait, à partir des données observées, de reconstruire l'ordre de mission de l'adversaire...

Dans le processus de modernisation des armées, les systèmes de simulation ont rejoint la liste établie par la Direction générale pour l'armement des programmes à effet majeur ». L'objectif est de modéliser des manœuvres au niveau opératif, voire stratégique, c'est-à-dire le niveau d'affrontement en cas de conflit de haute intensité impliquant une division. « Les états-majors s'entraînent trop peu », souligne Marc de Fritsch, le directeur de Masa. La PME a développé un nouveau programme, intitulé « Taran », d'entraînement des états-majors. Il permet, à l'aide d'une IA, de simuler le comportement de régiments complets sur le terrain et de jouer des « wargames » extrêmement réalistes, de la portée de tir des armes aux contraintes logistiques. En devenant plus crédibles, les plans de bataille résisteront mieux au choc de la guerre. ■

chances de succès », assure l'amiral Vandier. « L'IA, c'est Néo, dans Matrix, qui voit les balles arriver au ralenti », résume-t-il en référence au film de science-fiction.

Grâce aux outils d'intelligence artificielle, les armées espèrent résoudre le double défi de la complexité croissante du champ de bataille et de l'augmentation de la taille des postes de commandement. « Face à un adversaire de force symétrique, la vitesse de planification (des opérations) sera un facteur déterminant pour prendre l'avantage », explique Loïc Mougeolle, le fondateur de Command AI, l'une des dernières startups françaises qui promettent de révolu-

tionnelle et la capacité à garder sa capacité de réflexion seront fondamentales », insiste l'amiral Vandier, commandant suprême allié pour la transformation.

À Norfolk, l'officier français pilote les travaux de l'Otan en matière d'intelligence artificielle. « Il faut être dans les clouds et les serveurs pour faire tourner des IA et observer ce qui se passe », dit-il. Les grands modèles de langage (LLM), à l'image de ChatGPT, permettent d'exploiter une expérience qui s'oublierait sinon dans les limbes administratifs. La technologie promet d'accélérer la « boucle décisionnelle » des états-majors. « La simulation permet de tester des manœuvres et d'évaluer ses

Thierry Breton : « L'Europe doit affirmer son leadership »

Propos recueillis par **Anne de Guigné** et **Ingrid Vergara**

L'ancien commissaire européen au Marché intérieur considère qu'il faut doubler le nombre de supercalculateurs.

Pour Thierry Breton, c'est l'absence d'un marché unique de capitaux qui explique avant tout le retard européen dans le domaine de l'intelligence artificielle.

LE FIGARO. - L'Europe peut-elle résister dans la bataille sur l'intelligence artificielle qui semble dominée par les États-Unis et la Chine ?

THIERRY BRETON. - L'Europe a tout pour réussir dans l'intelligence artificielle. Les talents et les chercheurs parmi les meilleurs. Un des plus grands réservoirs de données au monde. Des infrastructures de data centers et de supercalculateurs. Et, désormais, grâce à un corpus de cinq grandes réglementations (DMA, DSA, DGA, Data Act, AI Act) un

États membres, dont l'Allemagne. Mais il faut mobiliser des moyens très importants pour développer nos infrastructures numériques et accompagner nos start-up. Aux États-Unis, où le taux d'épargne est inférieur à 5 %, le marché des capitaux est en partie fléché vers l'innovation. En Europe, l'épargne est supérieure à 15 %. Or, plutôt que soutenir notre économie, notre épargne abondante quitte l'Europe: 300 milliards d'euros par an filent aux États-Unis où le capital est mieux rémunéré. Cherchez l'erreur!

Donald Trump montre-t-il la voie à suivre avec son projet StarGate sur l'intelligence artificielle ?

En annonçant 500 milliards de dollars d'investissement sur quatre ans...



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

nance à l'Otan signifie la garantie, en dernier ressort, de couverture américaine en matière de dissuasion nucléaire. Transposé à la logique transactionnelle, ceci a évidemment un prix. Sauf pour la France. Cela dit, il est crucial d'augmenter la capacité de notre base

industrielle de défense et les budgets d'armement. Sur ce point, il y a maintenant accord unanime. Mais il faut surtout le faire ensemble et de façon coordonnée. Et pour cela, il n'y a qu'une solution déjà éprouvée pour le Fonds européen de défense ou pour le

« Il faut mobiliser des moyens très importants pour développer nos infrastructures numériques et accompagner nos start-up », explique Thierry Breton.

programme de munitions européennes : cofinancer, en amont, 10 % à 15 % des projets par des fonds communaux, sous réserve que les États et les industriels travaillent ensemble.

Accorder une souplesse de financement en sortant les dépenses de défense des règles du pacte de stabilité ne vous semble donc pas suffisant ?

Cette possibilité figure déjà dans la forme du pacte. Mais elle ne suffit pas. À part l'Allemagne, elle ne bénéficierait significativement qu'à peu d'États membres et risquerait d'accroître la fragmentation de l'industrie de défense. Il nous faut, en plus, un instrument de financement horizontal, tel le fonds de 100 milliards proposé par Kaja Kallas, ancienne première ministre d'Estonie et haute représentante de l'Union européenne, pour financer en amont les projets industriels de défense mutualisés. Ensuite, c'est clair, l'argent des Européens doit bénéficier aux Européens. Pas uniquement aux seuls emplois européens, comme je l'entends parfois mettre en avant à propos d'entreprises étrangères qui viennent assembler sur notre territoire. Je pense aux missiles Patriot en Allemagne. Pour l'Europe puissance, pour l'Europe souveraine et pour l'autonomie stratégique, il faut sortir de l'ambiguïté et affirmer notre leadership. ■

servoires de données au monde. Des infrastructures de data centers et de supercalculateurs. Et, désormais, grâce à un corpus de cinq grandes réglementations (DMA, DSA, DGA, Data Act, AI Act), un seul marché numérique unifié et non plus vingt-sept. À Bruxelles, je me suis efforcé de bâtir cet espace informationnel de 450 millions de consommateurs, une fois et demie le marché américain. C'est cette fragmentation qui expliquait, pour partie, notre incapacité à avoir pu faire émerger des champions continentaux au début des années 2000. Nous venons de nous donner les moyens de veiller à ce que nos milliards de données ne s'évaporent plus à notre insu. Elles sont l'or noir de cette révolution. C'est pour moi une question essentielle de souveraineté.

Cette réglementation européenne est parfois accusée de freiner l'innovation en Europe...

Depuis que nous avons repris notre destin numérique en mains, c'est l'argument des Gafam relayé par des « idiots utiles » à leur remorque. Je ne crois d'ailleurs pas que nos textes gênent tant que cela les géants de la tech. Après avoir tout fait pour freiner, ils savent très bien s'y adapter. En revanche, ils ont parfaitement perçu que ces cinq lois donnent enfin à notre marché numérique la profondeur qui favorisera l'émergence de champions européens. Je rappelle que ces textes ont été approuvés à l'unanimité des États membres et par près de 90 % des députés européens. Et que, s'agissant de l'IA Act, il est fondé uniquement sur l'analyse des risques. Est-il absurde de vouloir protéger nos démocraties, nos 450 millions de concitoyens, nos enfants, nos auteurs-compositeurs des risques et dérives de l'espace informationnel dont chacun mesure chaque jour les possibles effets délétères ? Notre démocratie a tranché. Par ailleurs, vous vous doutez bien que je suis particulièrement attaché aux formidables perspectives offertes par l'intelligence artificielle.

Ayant travaillé à ces lois des années durant en impliquant tout l'écosystème, tous les acteurs, je puis vous assurer que la recherche et l'innovation ne sont en aucun cas entravées par ces textes. Et dire que l'IA Act aurait bridé l'innovation en Europe, ça n'a aucun sens : cette loi n'est entrée en vigueur que depuis une semaine... Elle va se déployer progressivement jusqu'en 2030. Enfin, ses effets seront suivis de près par un conseil scientifique qui vérifiera s'il est nécessaire, le cas échéant, de recalibrer le texte. Nos lois ne portent aucune ambition hégémonique. Elles actent simplement la création d'une sorte de label européen de confiance pour les services numériques offerts à tous les Européens. L'Europe peut et doit en être fière.

Pourquoi l'Europe peine-t-elle à faire émerger des champions de l'IA ?

Par rapport aux États-Unis, il nous manque l'essentiel : un marché unique des capitaux. C'est pour moi le combat numéro un à mener. Je n'ignore pas les réticences envers ce projet de certains

Donald Trump montre-t-il la voie à suivre avec son projet Stargate sur l'intelligence artificielle ?

En annonçant 500 milliards de dollars d'investissement sur quatre ans - argent qui n'existe pas pour l'instant, comme l'a pointé Elon Musk -, Donald Trump fait un appel aux capitaux privés pour rejoindre le projet. L'Europe doit faire pareil. Il nous faut un Stargate européen. C'est, pour moi, une autre priorité des Vingt-Sept : accélérer tout ce qui a déjà été fait. Mettre en place, dans le cadre du Data Act, les bases de données sectorielles, santé, mobilité, etc. Doubler, de treize à vingt-six, le nombre de supercalculateurs parmi les plus puissants au monde déjà mis en réseau dans le cadre de l'initiative euro HPC et à disposition du monde académique et de nos start-up innovantes pour entraîner leurs modèles. Sept milliards de financement étaient prévus sur la durée de 2020 à 2027. Il faut doubler ce montant pour devenir compétitifs.

« En matière de défense, l'argent des Européens doit bénéficier aux Européens »

Sur les sujets commerciaux, comment l'Europe doit-elle réagir aux menaces américaines ?

Avant de s'asseoir à la table de négociation, on ne commence pas par dévoiler son jeu. Nous connaissons bien maintenant le mode de fonctionnement du président américain. Il est transactionnel. Il ne rechigne jamais à utiliser l'arme des droits de douane pour obtenir ce qu'il juge bon pour son pays dans d'autres domaines : sécurité, immigration, législation, territoire, diplomatie. C'est bien pourquoi il est essentiel de réaffirmer haut et fort ce que nous sommes. L'Union européenne est une grande démocratie, ce qui suppose le respect de ses lois et l'intangibilité de ses territoires. Ces points sont non négociables. Qui plus est, en échange de je ne sais quel marchandage sur les droits de douane.

Que peut faire l'Europe pour éviter la taxation de ses produits par les États-Unis ?

Sur 1500 milliards d'échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Europe, le déficit de la balance américaine tourne entre 150 milliards et 200 milliards et non deux fois plus comme on l'entend à la Maison-Blanche. On peut en discuter. Il est peut-être possible d'augmenter tel ou tel volume d'affaires pour réduire les déséquilibres. Après, la balance commerciale traduit aussi le choix des consommateurs. On ne peut forcer les Européens à acheter des voitures américaines s'ils préfèrent les allemandes ou les françaises, voire les asiatiques.

Au cœur des négociations commerciales avec Donald Trump se joue aussi l'avenir de l'Europe de la défense.

N'oublions pas que, pour vingt-six des vingt-sept États membres, l'apparte-